

Éducation professionnelle et genre

Le cas de l'Allemagne (1865-1913)

Vocational education and gender: the German case (1865-1913)

Christine Mayer



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/histoire-education/2592>

DOI : [10.4000/histoire-education.2592](https://doi.org/10.4000/histoire-education.2592)

ISSN : 2102-5452

Éditeur

ENS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2012

Pagination : 111-140

ISBN : 978-2-84788-496-8

ISSN : 0221-6280

Référence électronique

Christine Mayer, « Éducation professionnelle et genre », *Histoire de l'éducation* [En ligne], 136 | 2012, mis en ligne le 31 décembre 2014, consulté le 20 mai 2021. URL : <http://journals.openedition.org/histoire-education/2592> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/histoire-education.2592>

Éducation professionnelle et genre

Le cas de l'Allemagne (1865-1913)

Christine MAYER

Dans l'histoire de l'éducation comme dans celle du genre, la formation professionnelle constitue un champ marginal de recherches. Ce constat n'est pas circonscrit à un cadre national précis, mais s'observe internationalement. Il s'explique, en Allemagne comme dans d'autres pays, par la complexité de la formation professionnelle, comparée à l'enseignement général, et par ses structures très hétérogènes, héritées d'un modèle de développement différent. Mais cette place marginale accordée à la formation professionnelle par la recherche historique s'explique également et surtout par son statut social inférieur et par le moindre prestige social que lui accordent presque tous les systèmes nationaux de formation, et les modalités d'institutionnalisation qui leur sont liées. Ces fortes différences d'évolution historique comme de configuration institutionnelle rendent donc particulièrement ardu l'établissement d'un bilan historiographique transnational et même la simple comparaison avec un pays voisin.

En ce qui concerne le rapport entre genre et formation professionnelle en Allemagne, deux caractéristiques principales sont à mettre en avant. Comparée à celles d'autres pays européens, la formation professionnelle apparaît davantage liée, en Allemagne, à une tradition corporative. En France, les structures corporatives et les privilèges associés ont été démantelés lors de la Révolution française, notamment par le décret de 1791 interdisant tout type d'association

et de coalition professionnelle¹, tandis qu'en Angleterre, sous le poids d'une politique économique libérale fondée sur le principe de la liberté individuelle, les corporations d'artisans ont perdu très tôt leur domination en matière de formation professionnelle². Dans de nombreuses régions allemandes, au contraire, les privilèges des corporations ont perduré jusqu'aux années 1860, comme à Hambourg et à Lübeck, par exemple, où ils n'ont été respectivement supprimés qu'en 1865 et 1866, même si, comme chacun le sait, les femmes étaient exclues des instances corporatives de formation professionnelle. L'intensification de l'industrialisation conduisit certes à introduire en Allemagne la liberté du commerce et de l'industrie, traduite dans le Code de l'industrie et de l'artisanat de la Confédération de l'Allemagne du Nord en 1869, puis dans le Code impérial de l'industrie et de l'artisanat (*Gewerbeordnung*) en 1871. Elle entraîna aussi la disparition de la formation traditionnelle des apprentis, et incita à rechercher une libéralisation du système de formation professionnelle. Néanmoins, une volonté de stabiliser les forces artisanales et corporatives et de les doter de nouveaux privilèges se manifesta à la fin du XIX^e siècle. La « politique d'intégration » menée par l'Empire allemand, et dirigée contre la social-démocratie alors en pleine ascension, livre le cadre social et historique de ce processus qui visait à gagner l'ancienne classe moyenne (*Mittelstand*) à la cause du pouvoir politique par le biais de mesures de protectionnisme social³. L'une des conséquences de cette politique en faveur du *Mittelstand* fut que l'on accorda à l'artisanat la possibilité, tant institutionnelle qu'opérationnelle, d'organiser la formation professionnelle à travers un système de chambres autogérées et dotées d'un caractère public. Ainsi, parallèlement au développement et à l'institutionnalisation des écoles de perfectionnement (*Fortbildungsschulen*) qui se mettaient alors en place, les corporations d'artisans formèrent le socle sur lequel allait s'édifier, dans l'Allemagne du tournant du siècle, le système moderne de formation professionnelle, le fameux *système dual* qui organise la formation professionnelle dans une alternance entre entreprise et établissement scolaire. Les différents artisanats féminins (métiers de couturière, modiste, corsetière et culottière) furent tout d'abord exclus de ces mesures d'organisation et de

1 Voir Jürgen Schriewer, « Intermediäre Instanzen, Selbstverwaltung und berufliche Ausbildungsstrukturen im historischen Vergleich », *Zeitschrift für Pädagogik*, n° 32, 1986, p. 75.

2 Andy Green, *Education and State Formation. The Rise of Education Systems in England, France and the USA*, Houndmills, MacMillan, 1990, p. 252 et suiv.

3 Hans-Ulrich Wehler, *Das Deutsche Kaiserreich 1871-1918*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 1988, p. 100 et suiv.

réglementation du métier et de la formation professionnelle. En raison de ses spécificités, le secteur commercial échappait à bien des règles issues des lois additionnelles au Code de 1871, permettant ainsi à l'apprentissage commercial de se soustraire à l'uniformisation et au contrôle⁴.

Le modèle qui s'impose aux femmes dans la société bourgeoise du XIX^e siècle forme un second nœud des rapports entre formation professionnelle et genre dans l'espace germanophone. Ce modèle pose que le rôle de femme au foyer, d'épouse et de mère constitue la profession « naturelle » des femmes. L'assignation professionnelle découlant d'une telle définition du rôle des femmes ne fut pas qu'un élément déterminant de la construction du rapport de genre au sein de la bourgeoisie. Elle marqua également combien on était éloigné d'une conception permettant aux femmes d'exercer une quelconque activité professionnelle. L'éducation et la formation des jeunes filles furent donc unilatéralement dirigées vers l'accomplissement de ce modèle de vie. Tout écart au modèle apparaissait comme le signe d'un échec personnel et était considéré, aussi bien dans les rangs des classes moyennes que dans ceux de la haute bourgeoisie, comme une menace pour l'ordre sexué, et par conséquent pour l'ordre social. C'est bien à ces positions qu'il convient d'attribuer, d'un point de vue social autant que sur le plan des mentalités, le retard de l'Allemagne sur la France et l'Angleterre dans l'éclosion des débats sur la formation professionnelle des femmes et sur l'ouverture aux jeunes filles et aux femmes de secteurs professionnels précis. Soulignons de plus que ces débats concernèrent d'abord et quasi exclusivement les femmes de la bourgeoisie et de la haute bourgeoisie.

Tout aussi significatives furent les tentatives déployées à la même époque pour transposer dans les couches sociales populaires le modèle familial et genré bourgeois, comme le montre l'exemple de la neuvième Conférence des enseignants allemands (*Allgemeine Deutsche Lehrer-Versammlung*), en 1857 à Francfort, sur le thème de « la question de l'instruction féminine », qui proclama dans ses résolutions que « la profession de femme » représentait l'unique objectif de formation des jeunes filles et que la « condition de femme » à laquelle toutes les jeunes filles devaient être formées devait « être la même pour toutes

4 Manfred Horlebein, « Die Rolle des Staates bei der Regelung kaufmännischer Lehrlingsausbildung (1800-1945) », in Wolf-Dietrich Greinert *et al.* (dir.), *Berufsbildung und Industrie. Zur Herausbildung industrietypischer Lehrlingsausbildung*, Berlin, Bundesinstitut für Berufsbildung, 1986, p. 302 et suiv.

les catégories sociales : celle d'épouse, de mère et de femme au foyer »⁵. Une tendance analogue se fit jour dans les débats qui s'amorcèrent en 1865 au sein de l'Association centrale de Prusse pour le bien-être des classes laborieuses (*Centralverein in Preußen für das Wohl der arbeitenden Klassen*)⁶. En effet, autant les orientations prônées pour les jeunes filles de la bourgeoisie par cette association allaient dans le sens d'une extension et d'une amélioration de leurs perspectives éducatives et professionnelles, autant on ne préconisait au contraire « pour les jeunes filles des classes laborieuses » que des « établissements scolaires visant à les former à leur futur rôle de femme au foyer »⁷. L'objectif souhaité était que « n'incombe aux femmes des ouvriers que le seul souci de leur maison et de leur époux, la gestion du foyer et l'éducation des enfants »⁸. Que les femmes puissent également rapporter de l'argent par l'exercice d'un travail salarié en dehors de la sphère domestique était une perspective que l'on pouvait écarter à condition que « les classes laborieuses soient elles-mêmes bien convaincues que le travail le plus prolifique et le plus gratifiant de la femme au foyer résidait dans la laborieuse administration et gestion de son propre foyer ainsi que dans l'éducation attentive de leurs enfants »⁹.

On assista alors, dans l'Allemagne de la seconde moitié du XIX^e siècle, à un double mouvement. D'une part, la fondation de nombreux établissements scolaires aux cursus très différenciés et hétérogènes et s'adressant principalement aux jeunes filles des milieux bourgeois. Tout d'abord initié et organisé par des associations de femmes et des associations pour la promotion de l'emploi féminin, ce processus permit de mettre en place une alternative scolaire au modèle corporatif de formation professionnelle présentant bien des similitudes avec celle d'autres pays comme l'Angleterre. D'autre part, à partir de la fin du siècle, l'idée qu'il fallait doter les femmes d'une formation ménagère trouva une concrétisation institutionnelle de plus en plus forte, si bien qu'un type

5 *Die Frage über weibliche Bildung. Erörtert auf der neunten allgemeinen deutschen Lehrer-Versammlung in Frankfurt a. M. am 2. und 3. Juni 1857*, nach stenographierten Berichten [d'après des rapports sténographiés], Francfort/M., p. 40.

6 Cette association émanait du *Centralverein für das Wohl der arbeitenden Klassen* fondé en 1844, organisation qui soutenait la réforme sociale bourgeoise en vue de l'extinction du paupérisme. L'Association centrale de Prusse soutenait une politique sociale bourgeoise-libérale et notamment des mesures en faveur du travail et de l'industrie, l'un de ses objectifs étant d'améliorer l'accès des femmes à l'emploi.

7 *Der Arbeiterfreund. Zeitschrift des Centralvereins in Preußen für das Wohl der arbeitenden Klassen*, Berlin, Jahnke, 1865, p. 429.

8 *Ibid.*, p. 430.

9 *Id.*

supplémentaire d'établissement scolaire, les écoles ménagères, vit le jour aux côtés des écoles industrielles et commerciales.

Dans les pages qui suivent, je m'attacherai tout d'abord à restituer plus précisément les discours qui se sont fait jour dans la seconde moitié du XIX^e siècle sur les secteurs professionnels et les possibilités de formation professionnelle jugés adaptés aux femmes. Dans un second temps, j'essaierai, à travers des exemples choisis, de retracer le développement des voies et de l'offre de formation professionnelle féminine que l'initiative privée, et notamment les associations pour la promotion de l'emploi féminin, ont ouvertes en Allemagne. La dernière partie sera consacrée à l'analyse de la situation de la formation professionnelle commerciale au tournant du XX^e siècle. L'analyse sera centrée sur l'apprentissage, forme traditionnellement dominante de la formation professionnelle allemande, et sur la question des conditions de formation des jeunes filles dans le domaine de l'enseignement commercial.

I. Les discours sur l'emploi et la formation professionnelle des femmes de la bourgeoisie

En Allemagne, la formation professionnelle des jeunes filles se développa en étroite concordance avec les discours publics qui, vers 1865, commençaient à se faire jour sur la question de la situation professionnelle et du travail salarié des femmes de la bourgeoisie. L'accélération de l'industrialisation et la transformation des structures sociales qu'elle engendra constituent l'arrière-plan socio-historique de ces discours, d'autant que ces deux processus ne furent pas sans conséquences sur le style et le niveau de vie de la bourgeoisie. Le modèle traditionnel du mariage bourgeois au sein duquel l'homme prenait financièrement en charge son épouse fut ainsi fragilisé par ces nouvelles conditions socio-économiques qui rendirent également de moins en moins opératoires les anciennes et traditionnelles facilités financières que la famille bourgeoise accordait aux filles adultes. Le grand nombre de femmes célibataires ou veuves, et les conditions matérielles dans lesquelles elles étaient réduites à vivre, poussaient à trouver des moyens d'améliorer leur situation¹⁰ Ainsi à Brême en 1867, moins de la moitié de la population féminine âgée de seize à cinquante ans était mariée, et une situation analogue caractérisait Berlin

10 *Der Arbeiterfreund*, op. cit., p. 404; « Zur weiblichen Berufsfrage », *Rheinische Blätter für Erziehung und Unterricht*, 1875, p. 232 et suiv.

où 32 % des femmes étaient célibataires et 15 % veuves¹¹. Bien que le débat public sur cette question d'actualité ait alors mis à contribution des données statistiques, on ne dispose d'aucun chiffre précis sur le nombre de femmes célibataires ou veuves dans les rangs de la bourgeoisie. Dans son étude sur les femmes et les hommes célibataires, Bärbel Kuhn part ainsi du principe que ce sont bien davantage les peurs individuelles diffuses au sein de la bourgeoisie, reflétées par ces discours publics, qui ont fait émerger de façon si virulente la question féminine comme la question sociale des femmes célibataires¹².

Présidée par Wilhelm Adolf Lette (1799-1868), la *Centralverein in Preußen für das Wohl der arbeitenden Klassen*, association déjà citée, donna une impulsion importante à la question de « l'ouverture de nouvelles sources de revenus » et de « l'amélioration des conditions de vie du sexe féminin ». Des propositions furent formulées et débattues et l'ensemble fut diffusé dans un mémoire tiré à part¹³. À ce titre, il est intéressant de remarquer que les délibérations abordèrent dans le détail la situation et les orientations alors en cours en Angleterre¹⁴, où des femmes avaient déjà pris la mesure du problème et fondé à Londres en 1859, en relation avec la *National Association for the Promoting of Social Sciences* dirigée par Lord Shaftesbury, la *Society for Promoting the Employment of Women*. Cette société ouvrit rapidement un bureau d'information, une vente de charité et une école commerciale pour les filles des classes moyennes¹⁵. Les débats et le travail menés au sein du *Centralverein* eurent une influence décisive sur la fondation d'autres associations, telles que l'Association berlinoise pour la promotion des capacités professionnelles du sexe féminin (*Berliner Verein zur Förderung der Erwerbstfähigkeit des weiblichen Geschlechts*, par la suite renommé *Lette-Verein*) ou l'Association pour la promotion de l'activité professionnelle féminine (*Verein zur Förderung weiblicher Erwerbshätigkeit*) à Hambourg, toutes deux

11 Margrit Twellmann, *Die deutsche Frauenbewegung. Ihre Anfänge und erste Entwicklung 1843-1889*, Kronberg, Athenäum, 1976, p. 28 et suiv.

12 Bärbel Kuhn, *Familienstand ledig. Ehelose Frauen und Männer im Bürgertum (1850-1914)*, Cologne, Böhlau, 2002, p. 39 et suiv.

13 Sur ce point, voir *Der Arbeiterfreund*, op. cit., 1865, p. 367-438 et Adolf Lette, *Denkschrift über die Eröffnung neuer und die Verbesserung bisheriger Erwerbsquellen für das weibliche Geschlecht*, Berlin, Janke, 1865.

14 *Der Arbeiterfreund*, op. cit., p. 387-402. Les contemporains étaient très bien informés des initiatives anglaises, notamment grâce aux sources suivantes : J. B. [Miss J. Boucherett], *Remarks on the obstacles to the more general employment of women and on the means of removing them*, Office of the English Woman's Journal, 1860 ; *Fifth and Sixth annual report of the society for promoting the employment of women*, Londres, juillet 1864-1865.

15 À ce sujet, se reporter à la contribution de Sarah Richmond dans ce numéro.

fondées en 1866, qui, à leur tour, servirent de modèle à bien d'autres associations partageant les mêmes objectifs.

Par la suite, les débats sur la question de l'activité professionnelle des femmes furent bousculés par la publication du livre de Louise Otto-Peters (1819-1895), *Le droit des femmes à gagner leur vie* (*Das Recht der Frauen auf Erwerb*, 1866), qui abordait la question féminine dans ses dimensions sociales et économiques. Bien que cette publication traite également de la situation sociale des « femmes exerçant un travail manuel », c'est néanmoins la question de l'amélioration de la position sociale et économique des femmes de la bourgeoisie qui en constituait le cœur. L'angle de vue de Louise Otto-Peters reposait sur le concept « d'autonomie d'action » (*Selbsthilfe*) lui-même fondé sur la conviction que la résolution concrète de la question féminine ne saurait émaner « que des femmes elles-mêmes, de leur propre volonté et de leurs propres forces »¹⁶. Les efforts de Louise Otto-Peters visaient principalement à étendre la liberté et les possibilités d'action des femmes de la bourgeoisie, qu'une éducation confinée avait fortement bridées. Son objectif était la promotion de l'autonomie économique des femmes à travers l'amélioration de leur niveau d'éducation, de formation et d'accès à l'emploi, et donc de rendre possibles leur droit et leur liberté à l'autodétermination individuelle. D'autres femmes s'invitèrent également de façon critique dans le débat sur la situation des femmes. Par son exigence d'une « émancipation par le travail », Fanny Lewald (1811-1889) représentait l'exemple d'une position bien plus radicale, même si d'autres femmes argumentaient de façon analogue¹⁷. Dans ses écrits politiques intitulés « Pour ou contre les femmes », Fanny Lewald lança un débat politique engagé et critique sur la question de l'univocité de la détermination des femmes et sur les préjugés qui pesaient à l'encontre de leur formation professionnelle et de leur autonomie économique¹⁸.

Si, au sein du *Centralverein*, on parlait du principe que les femmes étaient habilitées à exercer tout travail pour lequel elles étaient compétentes¹⁹, prin-

16 Louise Otto-Peters, *Das Recht der Frauen auf Erwerb*, Hambourg, Hoffman et Campe, 1866, p. 93.

17 Citons pour exemple : Minna Pinoff, *Die Erziehung der Frau zur Arbeit. Ein Beitrag zur Lösung der sozialen Frage der Frauen*, Breslau, Maruschke & Berendt, 1867 et *Die Lösung der Existenzfrage der Frau als Grundbedingung für die sittliche und geistige Gleichberechtigung der Frau*, Berlin, Heymann, 1869, ainsi que Julie Kühne, *Die Frauenvereine der Gegenwart und die sittliche Berechtigung der Frauenfrage*, Berlin, Loewenstein, 1871.

18 Fanny Lewald, *Politische Schriften für und wider die Frauen*, texte édité en reprint par Ulrike Helmer, Francfort/M., Helmer, 1989.

19 *Der Arbeiterfreund*, op. cit., 1865, p. 419.

cipe qui se mua alors en argument-clé pour les cercles d'orientation libérale, d'autres représentants du camp libéral-bourgeois soutenaient au contraire un point de vue bien plus conservateur dès que se faisait jour la question de l'emploi des femmes. Ainsi, dans son mémoire déjà cité sur « l'ouverture de nouvelles sources de revenus et l'amélioration des conditions de vie du sexe féminin », Lette avançait que « l'extension du champ professionnel des femmes et de leur formation en vue d'exercer une activité professionnelle trouve une *frontière naturelle* dans la différence des compétences entre hommes et femmes »²⁰. De la première phrase de son mémoire ressort donc très clairement que les efforts de promotion de la formation des femmes, entrepris afin d'améliorer leur situation professionnelle, ne relevaient en aucun cas d'un principe émancipateur mais uniquement de la prise en compte de leur situation économique, parfois précaire. Lette affirme d'ailleurs : « ce que nous ne *voulons* pas et ne souhaiterons *jamais*, ni n'ambitionnerons *jamais*, même pour les siècles lointains, est l'*émancipation politique des femmes et leur égalité de droits avec les hommes* »²¹. Les conférences publiques du *Centralverein* sur le thème de la formation et du travail des femmes insistent bien, elles aussi, sur le fait que de tels efforts ne relèvent que de considérations socio-politiques. Un consensus régnait ainsi sur le point que « ce serait un attentat contre les piliers de la société humaine et bourgeoise et contre la famille, si les femmes devaient se détacher voire s'arracher totalement de leur éminente vocation de mère et de femme au foyer, de l'éducation des enfants, de leur statut de compagne de l'homme et de gestionnaire du foyer commun »²². Compte tenu des conditions sociales de bien des femmes, il semblait cependant nécessaire de ne pas leur fermer toute possibilité de formation professionnelle et d'accès à l'emploi. On considérait en l'occurrence comme appropriés aux femmes les secteurs de formation et professionnels suivants : arts décoratifs, comptabilité et gestion commerciales, service dans les postes et télégraphes. Les femmes devaient également pouvoir être admises dans les carrières médicales et disposer de connaissances approfondies en matière d'agriculture²³.

20 Adolf Lette, *Denkschrift* (1865), édité dans Anne Schlüter, *Quellen und Dokumente zur Geschichte der gewerblichen Berufsbildung von Mädchen*, Série C, vol. 1, Cologne, Böhlau, 1987, p. 89.

21 *Ibid.*

22 *Der Arbeiterfreund*, *op. cit.*, 1865, p. 404.

23 Franz von Holtzendorff, « Die Verbesserungen in der gesellschaftlichen und wirtschaftlichen Stellung der Frauen », in R. Virchow et F. von Holtzendorff (dir.), *Sammlung gemeinverständlicher wissenschaftlicher Vorträge*, vol. II., Série 40, 1867, p. 622.

Si modestes qu'elles aient été, ces tentatives de promotion du travail féminin suscitèrent cependant la critique des milieux conservateurs. En 1869, la discussion s'enflamma autour de l'ouvrage intitulé *The Subjection of Women*²⁴, que John Stuart Mill venait de publier en étroite coopération avec son épouse Harriet Taylor Mill et qui fut traduit en allemand la même année par Jenny Hirsch (1829-1902). Cet ouvrage provocateur lança un très vif débat sur la question de la « profession naturelle » des femmes²⁵ et les milieux conservateurs, au premier chef, s'emparèrent de ses arguments pour tenter de légitimer et de justifier sur de nouvelles bases l'image traditionnelle de la femme. Ainsi pour Heinrich von Sybel (1817-1895), professeur d'histoire à l'université de Munich, la « grande loi de la division des tâches » et par conséquent la répartition du travail entre époux comme son fondement juridique étaient déterminés par les lois naturelles. Ces lois naturelles auraient ainsi assigné à la femme, pour les années centrales de son existence, une vocation qui serait également déterminante pour l'éducation et la formation des jeunes filles. Il incomberait donc au lycée de jeunes filles d'opérer « un apprentissage préparatoire sérieux au rôle de femme au foyer », le reste de la formation devant s'effectuer sous la conduite de la mère au sein du foyer parental²⁶. Un second axe d'argumentation se retrouva sous la plume de Lorenz von Stein (1815-1890) qui, en 1875, dans un ouvrage qui connut un fort écho (sixième édition en 1886), chercha à redéfinir, selon un point de vue d'économie politique, le fondement de la vocation ménagère des femmes comme les rapports entre hommes et femmes de la bourgeoisie. Posant que le travail ménager revêtait une dimension économique et que ce travail était un facteur de valorisation sociale pour la ménagère, Stein en déduisait la valeur tout à fait spécifique et fondamentale du travail ménager pour la formation des femmes²⁷.

Tous ces débats révèlent combien il fut difficile en Allemagne de briser un idéal de vie féminin entièrement et unilatéralement tourné vers la sphère domestique. Ces difficultés ne ressortent pas seulement des débats animés et intenses sur la question de la formation professionnelle des jeunes filles

24 John Stuart Mill, Harriet Taylor Mill, Helen Taylor, *Die Hörigkeit der Frau und andere Schriften zur Frauenemanzipation*, édité par Hannelore Schröder, Francfort/M., Syndikat, 1976.

25 Voir aussi sur ce point : *Die deutsche Frauenbewegung*, op. cit., p. 54 et suiv.

26 Heinrich von Sybel, « Über die Emanzipation von Frauen [1870] », in *Vorträge und Aufsätze von Heinrich von Sybel*, Berlin, Hofmann 1874, p. 76.

27 Lorenz von Stein, *Die Frau auf dem Gebiete der Nationalökonomie*, 6^e éd. augmentée, Stuttgart, Cotta, 1886, p. 88.

et des métiers appropriés aux femmes, mais aussi du fait que la question du droit de vote des femmes n'était « pas même encore un sujet dans le débat politique », comme le faisait remarquer de façon critique un contemporain²⁸. Aux orientations libérales des années 1860 succéda alors, dans l'Allemagne des années 1870, un tournant conservateur qui ne fut certes pas sans influence sur les débats publics concernant la formation professionnelle et l'accès au travail des femmes, mais qui, du fait de l'évolution de la société et des mentalités, ne parvint cependant pas à stopper l'évolution en cours.

II. Développement d'une formation professionnelle féminine dans le cadre scolaire

Les premières réalisations concrètes en matière d'accès des jeunes filles à l'éducation et à la formation professionnelle furent essentiellement le fait de femmes organisées sur le mode associatif. Ainsi, en 1865, Auguste Schmidt (1833-1902), Louise Otto-Peters et Henriette Goldschmidt (1825-1920) fondèrent à Leipzig le *Frauenbildungsverein* (Association pour la formation des femmes) dont est issu la même année l'*Allgemeine Deutsche Frauenverein* (Union centrale des femmes allemandes, *ADF*). Le concept fondateur de cette *Union*, qui servit par la suite de modèle à bien des associations locales, est celui d'« autonomie d'action » (*Selbsthilfe*), les hommes n'y étant reçus que comme membres d'honneur. L'un de ses objectifs centraux « était d'unir toutes les forces afin d'élever le niveau de formation du sexe féminin et de libérer l'emploi féminin de tous les obstacles s'opposant à son essor »²⁹. À la suite de la fondation de l'*ADF*, des associations de femmes furent créées dans plusieurs villes³⁰. La revue *Neue Bahnen* (*Nouvelles voies*) éditée par l'Union servait de plate-forme de discussion.

Une seconde forme d'organisation apparut avec la création, dans de nombreuses villes, d'associations de promotion de l'emploi féminin sur le modèle des sociétés de Berlin et Hambourg. En partenariat avec d'autres organisations (telles les Unions Fröbel), ces associations fusionnèrent en 1869 avec la Conférence des unions féminines pour fonder la Fédération des unions allemandes de promotion de la formation et de l'emploi féminin (*Verband Deutscher*

28 *Die Verbesserungen, op. cit.*, p. 607.

29 Section 1 des Statuts de l'*ADF*, in *Recht der Frauen, op. cit.*, p. 87.

30 Notamment à Brunswick (1868), Cassel (1869), Eisenach (1872), Stuttgart (1873), Gotha (1874), Francfort/M. (1876), Hanovre (1877) et Heidelberg (1879).

Frauenbildungs- und Erwerbs-Vereine)³¹. Cette Fédération se dota alors d'un forum d'information et de discussion avec la revue *Der Frauen-Anwalt (l'Avocat des femmes)*, publiée depuis 1870 par Jenny Hirsch (1829-1902), l'une des cofondatrices de l'ADF³². L'objectif prioritaire de ces associations, au sein desquelles collaboraient hommes et femmes, résidait dans la promotion de l'accès des femmes à l'emploi, ce qui supposait de créer des filières et des établissements de formation professionnelle, d'ouvrir aux femmes les champs professionnels existants et de conquérir de nouvelles perspectives professionnelles.

Dans le dernier tiers du XIX^e siècle, la fondation d'établissements nombreux et variés œuvrant à l'amélioration de la formation générale et professionnelle des jeunes filles reposa principalement sur l'initiative et l'activité des femmes agissant dans le cadre de ces associations et de leurs réseaux locaux, mais aussi sur celle de personnes privées et d'entreprises industrielles, ainsi que sur des mesures en faveur de l'activité économique. Néanmoins, l'institutionnalisation d'une formation professionnelle dans le cadre scolaire fut un processus qui se déroula de façon hétérogène tant sur le plan structurel que sur celui des contenus de formation et qui, jusqu'au XX^e siècle, s'opposa à toute systématisation et catégorisation³³. Ces écoles qui, la plupart du temps, devaient leur fondation au parrainage d'associations, ne disposaient d'aucun modèle qui aurait pu servir de cadre à leur institutionnalisation. Quant à l'organisation et à la teneur des différents cursus de formation professionnelle, elles résultaient des conditions économiques et productives locales et des possibilités d'emploi en découlant pour les femmes³⁴. Les différentes écoles relevaient de ce fait de formes mixtes et échappaient à toute classification claire.

31 En 1872, cette fédération déclarait des associations affiliées à Berlin, Karlsruhe, Hambourg, Breslau, Brême, Darmstadt, Mayence, Brunswick, et plus tard également à Stettin et Potsdam.

32 Voir Marianne Büning, *Jenny Hirsch (1829-1902). Frauenrechtlerin - Redakteurin - Schriftstellerin*, Teetz, Hentrich et Hentrich, 2005.

33 Voir aussi sur ce point : Ulrich G. Herrmann, « Schulische Berufsbildung für die weibliche Jugend 1900-1938 », *Zeitschrift für Erziehungswissenschaft*, Supplément 7 : *Bildungsbeteiligung: Wachstumsmuster und Chancenstrukturen*, 2006, p. 107.

34 On trouvera une vue d'ensemble sur le niveau de développement des choix de formation professionnelle des jeunes filles dans la documentation en deux volumes de Lina Morgenstern, *Frauenarbeit in Deutschland*, Berlin, Verlag der Deutschen Hausfrauenzeitung, 1893. D'autres informations figurent dans Otto Pache, *Handbuch des deutschen Fortbildungsschulwesens*, Wittenberg, Herrosé, 1899, vol. 4 ; Max Jahn, « Über die gewerbliche Ausbildung junger Mädchen in Fortbildungs- und Gewerbeschulen », *Die deutsche Fortbildungsschule*, vol. 8, 1892, p. 102-107, 133-139, 177-184 ; Max Norden, *Handbuch für Frauenbildung und Frauenberuf. Führer durch die Anstalten und Einrichtungen zur Ausbildung von Mädchen und Frauen in Berlin*, Berlin, Habel, 1902 et Josephine Levy-Rathenau, *Die deutsche Frau im Beruf. Praktische Ratschläge zur Berufswahl*, Berlin, Moeser, 1910 (2^e éd. révisée).

Nombre de ces écoles présentaient une spécificité commune, à savoir que leur offre de cours combinait formation industrielle et enseignement commercial. Cette offre d'enseignement mixte constituera la base sur laquelle s'institutionnaliseront plus tard deux domaines de formation, les écoles industrielles d'une part, les écoles commerciales d'autre part, même si des écoles commerciales (*kaufmännische Schulen*) furent fondées à la même époque, sur le modèle des écoles de commerce pour jeunes gens (*Handelsschulen*) déjà existantes. On présentera ci-après quelques exemples d'écoles professionnelles.

1. Des écoles commerciales pour les jeunes filles

La première des écoles commerciales de ce genre créées en Allemagne fut l'Établissement d'enseignement commercial pour jeunes filles (*Handelslehranstalt für Frauenzimmer*) établi à Munich en 1862 par Matthias Reischle (1813-1897), fondé de pouvoir, comptable dans une entreprise industrielle et ancien professeur d'enseignement commercial, en collaboration avec Anton Riemerschmid (1802-1878), propriétaire d'une entreprise de spiritueux. Grâce à un enseignement commercial de base, cet établissement, qui servit par la suite de modèle à la fondation d'écoles analogues, permit aux femmes d'accéder à un nouveau secteur d'activité professionnel. L'enseignement proposé aux jeunes filles était gratuit, dispensé les jours ouvrables de 8 h à midi et organisé sur deux années. Il se composait en 1872 des matières suivantes : calcul commercial, comptabilité, allemand, bureau commercial (*Comptoirwissenschaft*), correspondance commerciale, français, calligraphie, sténographie et étude des marchandises (*Warenkunde*)³⁵. Inhabituelle à cette époque, la gratuité de l'enseignement était permise par le renoncement de Reischle et des autres enseignants à toute rémunération. Si le *Handelslehranstalt für Frauenzimmer* connut un grand succès et fut transformé en école municipale à la mort de Reischle, l'École commerciale pour jeunes filles (*Töchterhandelsschule*) fondée à Stuttgart en 1874 par l'Association des femmes souabes (*Schwäbischer Frauenverein*) attira moins d'élèves. Ce cursus d'un an mis au point par Wilhelm Röhrich, directeur de l'École commerciale supérieure (pour jeunes gens), et composé de cours d'enseignement commercial général, de comptabilité, de correspondance commerciale, de calcul commercial et de calligraphie, suscita peu d'intérêt dans un premier temps, au point que les cours furent provisoirement arrêtés

35 Hans Selig, *Die Entwicklung des Münchner kaufmännischen Schulwesens*, Munich, Ehrenwirth Verlag, 1966, p. 51.

en 1884, tant étaient maigres les effectifs de jeunes filles scolarisées. Ce n'est que dans la dernière décennie du XIX^e siècle, avec la transformation des structures économiques, que la situation se retourna soudain pour l'établissement, au point qu'en 1897, la construction d'un bâtiment d'école fut entreprise et l'offre de cours élargie³⁶. Cet exemple montre bien que la mise en place d'une offre de formation professionnelle pour les jeunes filles suscita en de nombreux lieux, sinon le rejet, du moins le scepticisme. Le succès des efforts déployés par les diverses associations dépendait des conditions économiques régionales et locales mais également des perspectives d'embauche des écolières. Si l'on fait abstraction de cette première école professionnelle commerciale pour jeunes filles, on constate que la vague de créations de ce type d'écoles ne commença en Allemagne qu'au début du XX^e siècle, comme on le verra dans la troisième partie de cet article.

2. L'école professionnelle pour jeunes filles de Hambourg : scolarisation et offre de formation industrielle et commerciale

Tout comme l'école industrielle et commerciale de l'association Lette de Berlin (*Handels- und Gewerbeschule des Lette-Vereins*) fondée en 1872³⁷, l'école de Hambourg est l'une des premières écoles créées par une association de promotion de l'emploi féminin (*Erwerbsverein*). Elles constituent des modèles pour les créations ultérieures des associations de Breslau, Leipzig, Dresde et Karlsruhe. Les écoles de Vienne, Graz et Prague, également ouvertes à l'initiative d'associations locales, étaient organisées de manière analogue³⁸. L'histoire du développement de l'École professionnelle pour jeunes filles (*Gewerbeschule für Mädchen*), ouverte le 1^{er} mai 1867 à Hambourg par l'Association pour la promotion de l'activité professionnelle féminine (*Verein zur Förderung weiblicher Erwerbsthätigkeit*), offre une illustration particulièrement intéressante de l'extension des possibilités de formation professionnelle scolaire des jeunes filles dans le dernier tiers du XIX^e siècle. Par cette fondation, l'association entendait répondre à deux problèmes majeurs : celui de l'offre insuffisante de

36 Harald Görlich, *Die Handelsschulen in Stuttgart. Vorgeschichte, Einrichtung und Ausbau des kaufmännischen Schulwesens in Württemberg von 1770 bis 1945*, Stuttgart, Klett-Cotta, 1991, p. 195-198.

37 Doris Obschernitzki, *Der Frau ihre Arbeit, Lette-Verein, Zur Geschichte einer Berliner Institution 1866 bis 1986*, Berlin, Hentrich, 1987.

38 *Frauenarbeit, op. cit.*, p. 125. Le développement et l'organisation institutionnelle de ces écoles sont néanmoins mal connus. On manque d'études historiques qui permettraient de tirer des conclusions, ne serait-ce qu'à but comparatif, quant aux fonctions et aux caractéristiques des diverses institutions.

formation professionnelle pour les jeunes filles, mais également celui du faible nombre de secteurs professionnels ouverts aux femmes des classes moyennes (*Mittelstand*). La fondation de l'établissement était également conçue comme un moyen de lutter contre les préjugés encore largement dominants selon lesquels le travail salarié féminin effectué hors de la sphère domestique serait dégradant et déshonorant. En conséquence, l'une des préoccupations majeures de l'association était « de proposer aux jeunes filles à l'issue de leur scolarité primaire la possibilité d'acquérir les connaissances et aptitudes générales et particulièrement techniques, qui leur seront souhaitables et nécessaires pour l'exercice d'une future profession »³⁹. L'orientation professionnalisante de l'école n'est pas seulement à mettre au compte de la spécificité du tissu économique local, mais elle résulta également de l'étroite collaboration qui la liait à ses principaux promoteurs : Emilie Wüstenfeld (1817-1874), initiatrice de plusieurs projets de formation et qui, dès les années 1840, s'était engagée en faveur de l'amélioration de la formation des jeunes filles⁴⁰, Otto Jessen (1826-1904), directeur de l'École d'enseignement professionnel général pour jeunes gens (*Allgemeine Gewerbeschule für Jungen*), le Dr. Adolph Stuhlmann (1838-1924), professeur de dessin de patrons de couture et futur inspecteur de l'enseignement professionnel (*Schulrat für das Gewerbeschulwesen*), ainsi que le Dr. Justus Brinckmann (1843-1915), directeur du musée des arts décoratifs de Hambourg.

Si l'une des préoccupations centrales de cette école était de proposer aux jeunes filles une solide offre de formation, cette dernière ne devait néanmoins pas se circonscrire à l'acquisition de connaissances et d'aptitudes spécifiques, mais également « viser une formation morale globale »⁴¹. Dès sa fondation, l'un des principes directeurs de l'école fut donc d'associer des éléments d'enseignement général avec une formation spécialisée, « afin d'obtenir autant que possible un tout complet »⁴². Le cursus scolaire des premières années comportait ainsi les matières suivantes : allemand et rédaction commerciale (4 heures), calcul (3 heures), comptabilité (1 heure), physique et chimie (3 heures), dessin

39 Staatsarchiv der Freien und Hansestadt Hamburg (Archives de la ville libre et hanséatique de Hambourg, par la suite : StAHH), *Gewerbeschule für Mädchen* (1871).

40 Christine Mayer, « Macht in Frauenhand. Fallbeispiele zur Berufsbildung im 19. Jahrhundert », in Martina Löw (dir.), *Geschlecht und Macht. Analysen zum Spannungsfeld von Arbeit, Bildung und Familie*. Wiesbaden, VS Verlag für Sozialwissenschaften, 2009, p. 193-213 ; Marie Kortmann, *Emilie Wüstenfeld. Eine Hamburger Bürgerin*, Hambourg, Westermann, 1927.

41 *Bericht des Vereins zur Förderung weiblicher Erwerbsthätigkeit*, 1869-1870, p. 20.

42 *Ibid.*, p. 21.

à main levée (4 heures), dessin de patrons de couture (2 heures), couture, couture à la machine et coupe du tissu (26 heures), auxquelles s'ajoutaient des cours de gymnastique lors des heures libres. L'objectif de ces cours était donc de former des couturières autonomes, capables de prendre des mesures, de dessiner des patrons mais également de tenir les comptes de leur activité⁴³.

L'école débuta avec trente-six écolières. L'un des problèmes centraux auxquels elle fut confrontée dans ses premières années d'existence fut le niveau d'instruction lacunaire et très hétérogène des jeunes filles, résultant de la forte négligence à l'égard de leur formation initiale. En effet, ce n'est qu'en 1870-1871 que fut institué à Hambourg un enseignement primaire public et obligatoire tandis que les écoles secondaires de premier et de second cycle pour jeunes filles étaient des institutions privées, qui n'étaient assujetties à aucune réglementation ni uniformisation par les autorités publiques. La même année fut donc fondée une école de perfectionnement qui, à travers des cours du soir, offrait aux jeunes filles ayant atteint leur treizième année la possibilité de « se préparer à l'entrée à l'école professionnelle ou d'acquérir les connaissances indispensables à l'exercice de tout métier »⁴⁴. Dès 1873, cette école de perfectionnement fut cependant fusionnée avec l'école professionnelle et réorganisée comme une école à plein temps dotée de son propre cursus.

« La grande diversité tant au niveau de la préparation que de l'acquisition des compétences »⁴⁵ des jeunes filles ainsi que l'augmentation rapide de leurs effectifs conduisit l'École professionnelle à étendre le cursus de deux années de scolarité en 1869 à trois en 1872, chacune comportant quarante-deux heures hebdomadaires d'enseignement. De même, à partir de 1872, furent introduits des cours facultatifs, notamment de dessin à main levée pour enseignantes, de dessin de plantes naturelles, de lithographie et de peinture sur porcelaine. Par la suite, une autre possibilité de formation fut ajoutée par le biais de cours de broderie artistique. Lors de cette phase de développement de l'École, le dessin se démarqua de plus en plus comme l'enseignement de base de la formation professionnelle dans le secteur des arts décoratifs. Le principe pédagogique directeur de cette nouvelle forme d'enseignement du dessin se fixait pour objectif « d'éviter absolument la simple imitation »⁴⁶. Il fallait tout au contraire

43 *Bericht des Vereins*, 1868, p. 8 et 1869-1870, p. 8.

44 *Bericht des Vereins* 1869-1870, p. 6.

45 *Ibid.*

46 StAHH, Familienarchiv Wüstenfeld, n° 7, p. 2.

transmettre aux écolières une compréhension du rapport qui lie entre eux technique, matériau et forme, et les sensibiliser par un « enseignement de base des éléments de sciences naturelles » aux nouvelles formes de l'ornementation⁴⁷. Les nouvelles techniques de dessin et d'ébauche eurent une forte répercussion sur la conception de l'enseignement artistique et conduisirent à une nouvelle différenciation de l'offre de formation dans le domaine des arts décoratifs. Par la suite, ces nouvelles orientations servirent de modèle à des approches novatrices en matière d'arts décoratifs. Une collection d'échantillons de broderies conçue et lithographiée au sein de l'école fut ainsi éditée, des projets de modèles dessinés par des écolières furent publiés contre rémunération dans des journaux réputés de mode et de modèles et l'école prit même part à l'Exposition universelle de Vienne de 1873 en exposant un choix de travaux⁴⁸.

En 1873, l'École professionnelle pour jeunes filles de Hambourg emménagea dans un bâtiment spécialement conçu à cet effet, lequel fut le premier bâtiment d'Allemagne dédié à l'enseignement professionnel⁴⁹. L'école était portée par un conseil d'administration principalement composé de femmes, elles-mêmes membres du comité directeur de l'Association pour la promotion de l'activité professionnelle féminine, par l'« enseignante en chef » (*Oberlehrerin*) de l'établissement et par vingt-huit inspectrices recrutées parmi les membres de l'association et secondant le conseil d'administration dans son travail⁵⁰. L'emménagement dans le nouveau bâtiment s'accompagna d'une nouvelle extension de l'offre. La formation de maîtresses de jardin d'enfants fit son entrée dans le programme de formation professionnelle et un jardin d'enfants fut alors ouvert au sein de l'école. En 1877, on créa également une section commerciale sur le modèle de l'école de Munich, déjà mentionnée, au directeur de laquelle, Matthias Reischle, fut confié une mission de conseil. Cette formation en un an était destinée à des jeunes filles qui avaient achevé « avec succès » un premier cursus d'un an également, comprenant calcul commercial et comptabilité, sur le modèle de l'ancienne école de perfectionnement désormais pleinement intégrée à l'établissement, ou qui pouvaient faire la preuve

47 *Ibid.*

48 *Bericht des Vereins*, 1873, p. 17, 18

49 La parcelle pour le bâtiment à construire fut mise à disposition par la Ville de Hambourg, le capital nécessaire à la construction du bâtiment fut en revanche apporté par les habitants.

50 En 1873, environ 476 hommes et femmes de la haute bourgeoisie et de la bourgeoisie aisée appartiennent à cette association.

d'aptitudes similaires en passant un examen correspondant⁵¹. L'enseignement réparti entre cinq à six heures journalières, comprenait des cours d'allemand (5 heures), de français (3 heures), d'anglais (3 heures), de calcul (7 heures), de comptabilité (5 heures), de calligraphie (4 heures), de sténographie (2 heures), de géographie (1 heure), de correspondance et de change (2 heures).



L'école professionnelle pour jeunes filles de Hambourg (lithographie réalisée par les écolières) © Otto Wagner, *Das Berufsbildende Schulwesen der Freien und Hansestadt Hamburg*, Hamburg, Ges. der Freunde des Vaterländ. Schul- und Erziehungswesens, 1965, p. 34.

51 StAHH, A 858/50, Kapsel 1.

Quelque temps plus tard, l'école commerciale se subdivisa en deux niveaux, une classe inférieure et une classe supérieure, et le développement rapide du secteur commercial en Allemagne conduisit également à une différenciation des contenus et des méthodes d'enseignement. Par exemple, l'enseignement de la comptabilité en partie simple et double selon la méthode Reischle et celui des opérations de commission et de vente de marchandises selon la méthode Hamelberg furent introduits dans la classe supérieure. Le bureau commercial au sens strict fit lui-même l'objet de différentes méthodes d'apprentissage et de transmission des connaissances aux élèves⁵². Vers la fin du XIX^e siècle, l'école commerciale se réorganisa en un établissement fonctionnant avec un premier cycle d'un an et un second cycle d'un an et demi (École commerciale de niveau moyen : *Höhere Handelsschule*). L'accès au premier cycle commercial était strictement réservé aux jeunes filles qui avaient fréquenté avec succès un établissement d'enseignement secondaire de premier cycle (*Mittelschule*) ou la seconde année d'un établissement secondaire pour jeunes filles (*Höhere Töchterschule*)⁵³, ou qui pouvaient attester d'un diplôme de fin d'études élémentaires. Pour l'admission dans le second cycle commercial, il fallait obligatoirement avoir achevé avec succès le premier cycle d'une école commerciale ou l'enseignement secondaire d'une *Höhere Töchterschule*. Les écolières issues d'autres écoles commerciales devaient faire preuve de leurs connaissances en montrant un certificat et en passant un examen. Alors que les écolières du premier cycle recevaient une formation commerciale de base, celles du second cycle recevaient une formation les préparant pour l'essentiel aux métiers de comptable, de correspondancière ou d'employée dans un cabinet d'avocat. Au début du XX^e siècle, l'enseignement comprenait une large palette de cours : allemand, correspondance en allemand, cours de français et d'anglais, calcul commercial, comptabilité, géographie économique, écriture manuelle et dactylographie, sténographie en allemand, cours de gestion d'entreprise spécialisée dans le commerce et de science commerciale, ainsi que des cours de sténographie en anglais et en français et d'économie politique. Le paiement d'une rétribution supplémentaire permettait d'assister à des cours d'espagnol. Seules les écolières qui avaient achevé avec succès le second cycle obtenaient, après examen, le diplôme de fin d'études de l'école commerciale⁵⁴.

52 *Gewerbeschule für Mädchen*, 1881-1882, p. 11.

53 Soit l'avant-dernière classe du cursus des *höhere Töchterschule*.

54 *Gewerbeschule für Mädchen*, Allgemeine Bestimmungen (1913).

Au cours des années 1890, l'École professionnelle pour jeunes filles de Hambourg ajouta à ses formations une école de cuisine puis, quelques années plus tard, une école ménagère. Au début du XX^e siècle, elle disposait ainsi d'un programme de formation professionnelle vaste et diversifié : dans le secteur commercial (comptable, correspondancièrre, employée de bureau ou de cabinet d'avocat), dans le domaine des professions intermédiaires du travail social et de l'enseignement (maîtresse, auxiliaire ou directrice de jardins d'enfants, enseignante dans les cours de préparation à la profession de maîtresse de jardin d'enfants, enseignante en travail manuel, dessin et broderie), dans le domaine ménager (gouvernante) comme dans le domaine artisanal et des arts décoratifs (dessinatrice, brodeuse et couturière).

Néanmoins, l'exemple de la *Gewerbeschule für Mädchen* de Hambourg atteste aussi clairement que l'institutionnalisation de la formation professionnelle féminine avait été conçue avant tout pour les jeunes filles de la bourgeoisie. Ainsi en 1881-1882, plus de la moitié des 464 écolières inscrites à la *Gewerbeschule* avaient un père négociant, fabricant ou artisan. Les filles de fonctionnaires ou du monde des professions académiques représentaient également un segment important de même que les enfants de veuves, tandis que la part des écolières se recrutant dans le monde ouvrier s'avérait au contraire très modique⁵⁵. L'instruction scolaire préalable requise, associée aux frais de scolarité élevés – en 1913, les frais de scolarité de chacun des deux cycles s'élevaient à 180 marks annuels, auxquels s'ajoutaient 40 marks supplémentaires pour les cours d'espagnol –, explique cette répartition. Comme le montre cet exemple, les différentes offres de formation professionnelle scolaire mises en place à la fin du XIX^e siècle s'adressaient donc principalement aux jeunes filles des milieux bourgeois ou des familles relativement aisées, qui seules disposaient de la formation scolaire préalable comme des moyens financiers nécessaires pour scolariser leurs filles dans ces établissements.

55 *Gewerbeschule für Mädchen*, 1881-1882, p. 5. Une origine sociale analogue caractérise encore le public de l'année scolaire 1911-1912 (p. 13) : négociants, fabricants, artisans (45 %), professions intellectuelles, fonctionnaires, employés (30 %), veuves (10 %), marins, ruraux, ouvriers (7 %).

III. État de la formation professionnelle commerciale au début du XX^e siècle

Même si des formations professionnelles commerciales scolaires pour les jeunes filles se sont développées pendant la seconde moitié du XIX^e siècle, il ne faut pas oublier que le type dominant de formation commerciale en Allemagne restait l'apprentissage sur le lieu de travail, qui ne sera que progressivement complété par une formation scolarisée. Toutefois, les femmes restèrent longtemps exclues de cette formation complémentaire. Par ailleurs, l'étude de la formation professionnelle du début du XX^e siècle doit tenir compte de ce que le secteur commercial échappait globalement à une grande partie de la réglementation. J'évoquerai donc d'abord les divers types de formation professionnelle scolarisée des garçons. Je montrerai ensuite que, malgré l'ouverture du secteur commercial aux femmes, l'offre de formation professionnelle était très différente pour les deux sexes. En conséquence du déficit d'offre pour les filles, ainsi que de la demande croissante de formation commerciale, des écoles commerciales de niveau et de structure hétérogènes virent le jour, comme je l'analyserai par la suite.

1. Les formes de l'enseignement commercial des garçons

Au cours du XVIII^e siècle, dans le contexte des Lumières et du mercantilisme, des formations scolaires de préparation au négoce étaient apparues, principalement dans les villes où l'activité commerciale et manufacturière était particulièrement développée⁵⁶. L'établissement le plus connu de ce genre est l'Académie de commerce (*Handelsakademie*) fondée en 1767 par Johann Georg Büsch (1728-1800) à Hambourg⁵⁷, qui fut fréquentée jusqu'en 1800 par environ 360 élèves allemands ou étrangers et dont l'élève le plus éminent ne fut autre qu'Alexander von Humboldt. Les établissements scolaires de préparation des jeunes gens aux métiers du commerce fondés au cours du XIX^e siècle apparaissent comme très hétérogènes aussi bien dans leurs objectifs que dans le contenu pédagogique de leur programme de formation. On trouvait d'une part

56 Hermann Gilow, *Das Berliner Handelsschulwesen des 18. Jahrhunderts*, Berlin, Hofmann, 1906; Hanns-Peter Bruchhäuser, *Handelsschulen in Preußen. Kaufmännische Schulplanungen und Schulgründungen unter der Administration des Oberschulkollegiums (1787-1806)*, Oldenburg, BIS-Verlag, 2 vol., 2006.

57 Johann Georg Büsch, *Die Hamburgische Handlungs-Akademie*, édité par Klaus Friedrich Pott, Paderborn, Eusl Verlag, 2001.

des établissements scolaires publics à plein temps et à vocation professionnalisante, telles les sections commerciales des établissements d'enseignement secondaire non classique de premier ou de second cycle (*Realgymnasien*, *Oberrealschulen* et *Realschulen*). Pour partie, ces établissements étaient habilités à délivrer le *Reifezeugnis für den Einjährigen Militärdienst*, soit l'équivalent d'un diplôme de premier cycle ou de second cycle non classique du secondaire, qui permettait d'effectuer son service militaire en un an au lieu de trois⁵⁸. À ces établissements publics s'ajoutaient des établissements commerciaux, ou écoles commerciales de niveau moyen, dirigés la plupart du temps par des personnes privées ou des sociétés à but lucratif et habilitées également, mais au cas par cas, à décerner le diplôme permettant d'effectuer son service militaire en un an. On trouvait d'autre part des écoles professionnelles commerciales qui pouvaient être fréquentées en complément de la formation pratique, le plus souvent dénommées « écoles de perfectionnement commercial » (*kaufmännische Fortbildungsschulen*). À l'instar des écoles de perfectionnement industriel, ces établissements à visée professionnalisante (par la suite dénommés écoles professionnelles : *Berufsschulen*), complétaient la formation pratique, commerciale ou industrielle, par un enseignement scolaire. Ils représentent la base pionnière sur laquelle s'est édifié le système moderne de formation professionnelle allemand, caractérisé par sa structure duale de formation se partageant entre entreprise et école, le fameux *systeme dual*.

Le grand mouvement de fondation de ces écoles de perfectionnement commercial s'amorça nettement en 1880. Ainsi, si leur nombre ne s'élevait encore qu'à 162 en 1892, on en comptait déjà 799 à peine vingt ans plus tard (1910)⁵⁹. Un état des lieux réalisé vers 1896 montre que la plupart de ces établissements scolaires ont été fondés par des associations professionnelles du commerce et bien moins par des municipalités et des personnes privées⁶⁰. Trois raisons principales ont rendu nécessaire de compléter l'apprentissage pratique par un enseignement scolaire : d'une part la transformation des structures professionnelles, d'autre part l'augmentation du niveau d'exigence professionnelle

58 Dénommé par la suite *Mittlere Reife*, le *Reifezeugnis* est un diplôme secondaire « intermédiaire » sanctionnant soit la fin du cycle secondaire court, soit un cycle secondaire plus long mais ne correspondant pas aux exigences du lycée classique et permettant donc d'effectuer son service militaire en un an.

59 Manfred Horlebein, *Die berufsbegleitenden kaufmännischen Schulen in Deutschland (1800-1945)*, Francfort/M., Peter Lang, 1976, p. 82-83.

60 *Ibid.*, p. 91 et Harry Schmitt, *Das kaufmännische Fortbildungs-Schulwesen Deutschlands. Seine gegenwärtige Gestaltung und Ausdehnung*, Berlin, Karl Siegmund, 1897, p. 22-25.

des professions commerciales, et enfin les lacunes de l'apprentissage commercial pratique. À l'origine, le cursus scolaire s'étendait sur un peu plus de trois années, avec néanmoins des variations régionales en ce qui concernait le nombre d'heures hebdomadaires d'enseignement, lequel se stabilisa à au moins six heures hebdomadaires en 1915. En 1896, l'essentiel des cours dispensés concernait les matières suivantes : calcul, comptabilité, allemand, correspondance commerciale, cours de commerce et de change, géographie, français et anglais⁶¹. Si, jusqu'à l'avènement de la République de Weimar (1919), le paiement de frais de scolarité constituait une règle quasi générale, la diversité de leurs barèmes comme les subventions perçues faisaient néanmoins varier leur montant d'un établissement à l'autre. Ainsi, vers 1896, la fourchette moyenne des frais de scolarité annuels (pour une participation à toutes les heures hebdomadaires de cours) s'établissait entre 36 et 48 marks⁶². Néanmoins, dans un premier temps, la fréquentation d'une école de perfectionnement qui, dans certains États allemands (comme la Bavière ou le Wurtemberg) revêtait un caractère obligatoire, ne s'adressait qu'aux seuls jeunes gens en cours d'apprentissage commercial. Les garçons pouvaient donc bénéficier de divers types de formation professionnelle commerciale, le type dominant demeurant néanmoins l'apprentissage sur le lieu de travail combiné à un enseignement théorique dans les écoles de perfectionnement. L'accès de ces écoles était refusé aux filles en apprentissage.

2. Les situations d'apprentissage des filles dans le secteur commercial

À la fin du XIX^e siècle, grâce aux mutations structurelles et à l'expansion économique, de plus fortes opportunités de pénétrer dans la sphère du commerce, dominée par les hommes, s'offrirent aux femmes. L'expansion du travail féminin au sein du secteur commercial se fit essentiellement à la faveur de la phase de forte croissance économique des années 1890. De 1895 à 1907, les effectifs de femmes employées dans le secteur de la vente passèrent ainsi pour l'ensemble de l'Empire allemand de 81 483 à 173 420 personnes, et ceux de femmes employées dans les métiers du bureau de 13 763 à 110 220, ce qui correspond à des augmentations de 36 % et de 76 % respectivement⁶³. Pour les

61 *Die berufsbegleitenden kaufmännischen Schulen*, op. cit., p. 160-163 et 129.

62 *Ibid.*, p. 189-193 et *Fortbildungs-Schulwesen*, op. cit., p. 40-41.

63 Erna Reimann, *Die Frau als kaufmännische Angestellte im Handelsgewerbe*, thèse de l'université d'Iena, Berlin, Schade, 1915, p. 10 et suiv. ; Günther Schulz, *Die Angestellten seit dem 19. Jahrhundert*, Munich, Oldenbourg, 2000, p. 80.

femmes, travailler dans le secteur commercial revêtait de plus un prestige social bien supérieur au travail dans l'industrie ou l'artisanat. Une vendeuse jouissait d'une considération sociale inférieure à celle d'une employée de bureau mais néanmoins supérieure à celle d'une ouvrière, tandis qu'un emploi de bureau correspondait encore bien davantage aux représentations bourgeoises de l'emploi féminin⁶⁴. Cependant, à l'augmentation de la part des femmes dans le secteur commercial (en 1907, près de 27 % de l'ensemble des personnes employées dans le secteur commercial étaient des femmes)⁶⁵ répondit le problème de la formation du personnel, dans la mesure où, malgré l'immense afflux de main d'œuvre, l'insuffisance des possibilités de formation professionnelle faisait que l'on manquait toujours « de main-d'œuvre féminine disposant d'une formation solide »⁶⁶. En effet, comparées à leurs collègues masculins, les femmes employées dans le commerce avaient reçu une formation bien plus courte ou n'en avaient reçue aucune. Selon un rapport de 1893 de la Commission de statistique sur le monde du travail (*Kommission für Arbeiterstatistik*), les hommes employés dans le secteur commercial avaient en règle générale suivi une formation de trois, voire quatre ans, tandis que, pour près d'une femme sur deux, un apprentissage d'à peine un an avait été jugé suffisant comme formation⁶⁷. En conséquence, certaines femmes membres des fédérations professionnelles du commerce revendiquèrent l'ouverture aux femmes des établissements de formation commerciale existant, mais également l'amélioration de leur niveau de formation à travers l'instauration d'un enseignement mixte⁶⁸. La loi additionnelle au Code du travail du 30 juillet 1900 (§ 120.3), avait certes accordé aux villes et aux communes la possibilité (à travers une réglementation locale) d'obliger les jeunes femmes de moins de dix-huit ans suivant un apprentissage

64 *Die Frau als kaufmännische Angestellte*, op. cit., p. 21 ; *Die Angestellten*, op. cit., p. 21 ; Tatjana Timoschenko, *Die Verkäuferin im Wilhelminischen Kaiserreich. Etablierung und Aufwertungsversuche eines Frauenberufs um 1900*, Francfort/M., Peter Lang, 2005, p. 140.

65 Holger Reinisch, « Männliches Berufsprivileg und die „Frauenfrage im Handel“ an der Wende zum 20. Jahrhundert », *Zeitschrift für Berufs- und Wirtschaftspädagogik*, n° 89, 1993, p. 341.

66 Johanna Waescher, « Der gemeinsame Unterricht für beide Geschlechter in den kaufmännischen Bildungsanstalten », *Die Frau*, n° 15, 1907, p. 269.

67 *Die Verkäuferin*, op. cit., p. 48 ; sur le niveau de formation des femmes employées dans le secteur commercial, se reporter également à Ursula Nienhaus, *Berufsstand weiblich. Die ersten weiblichen Angestellten*, Berlin, Transit, 1982, p. 103-127 ; Vera Klinger, « Frauenberuf und Frauenrolle. Zur Entstehung geschlechtsspezifischer Ausbildungs- und Arbeitsmarktstrukturen vor dem Ersten Weltkrieg », *Zeitschrift für Pädagogik*, n° 35, 1989, p. 515-534 ; *Männliches Berufsprivileg*, op. cit., p. 337-366.

68 Elke Kleinau, Christine Mayer (dir.), *Erziehung und Bildung des weiblichen Geschlechts*, vol. 1, Weinheim, Dt. Studien Verlag, 1996, p. 189-197.

commercial ou déjà employées de commerce⁶⁹ à suivre les cours d'une école de perfectionnement. Cependant, ce n'est qu'à partir de 1907 que les communes commencèrent à prendre en grand nombre les décrets nécessaires à la mise en pratique de cette possibilité, et il fallut attendre 1911 pour que soit introduite, lors d'une modification du Code de travail, l'obligation (toujours à travers la réglementation locale) pour toute personne active ou au chômage âgée de moins de dix-huit ans et quel que soit son sexe de suivre les cours d'une école de perfectionnement⁷⁰. Cette très timide mise en œuvre des dispositions de la loi additionnelle au Code du travail de 1900 peut être attribuée à deux états de fait : d'une part, au manque d'intérêt que lui témoigna le monde des petites et moyennes entreprises et, d'autre part, aux contre-mesures que déploya la très conservatrice Fédération nationale-allemande des employés de commerce (*Deutschnationaler Handlungsgehilfen-Verband, DHV*) qui combattit avec énergie la percée du travail féminin au sein du secteur commercial, dans laquelle elle voyait un danger de prolétarianisation des employés de commerce masculins⁷¹. Enfin, une querelle éclata au sujet de la configuration des programmes des écoles commerciales de perfectionnement, à différencier ou non selon le sexe. Ainsi, le programme d'études des apprentis masculins que le ministre prussien du Commerce et de l'Industrie établit le 1^{er} juillet 1911 prévoyait un enseignement hebdomadaire de six heures dans les matières suivantes : science commerciale (avec des cours d'allemand et de correspondance), calcul, comptabilité et géographie associée à l'instruction civique. À la place de l'instruction civique, les jeunes femmes en apprentissage commercial devaient suivre un enseignement davantage tourné vers la sphère privée et abordant pour l'essentiel la question de la place de la femme au sein de la famille et du foyer mais aussi au sein du métier et des structures d'aide sociale. Enfin, et en sus des six heures hebdomadaires d'enseignement, le programme des cours féminins prévoyait l'introduction d'un cours obligatoire d'économie ménagère⁷².

69 Le terme de *Handlungsgehilfe* correspond à la désignation professionnelle utilisée pour qualifier toute personne disposant d'une formation professionnelle employée dans le secteur commercial et y produisant un travail correspondant contre rémunération.

70 Max Gürtler, « Die Fortbildungsschule für die weibliche Jugend », *Die Deutsche Fortbildungsschule*, n° 21, 1912, p. 905 et suiv.

71 Fondée en 1893 à Hambourg, cette fédération qui comptait 108 000 membres en 1907, était la plus grande association d'employés de commerce au monde : Holger Reinisch, « Männliches Berufsprivileg... », art. cit., p. 344 et suiv.

72 *Ibid.*, p. 351 et suiv.

Au sein de la formation professionnelle commerciale, des différences se faisaient jour non seulement en fonction du genre, mais également en fonction de la classe sociale. Ainsi, les jeunes filles diplômées des bonnes écoles commerciales de niveau moyen, souvent issues de plus d'un milieu social plus élevé, disposaient d'un niveau de qualification commerciale bien supérieur à celui des apprentis masculins du secteur commercial. D'une enquête menée parmi leurs adhérentes par la Fédération des employés féminins du commerce (*Kaufmännischer Verband für weibliche Angestellte*) et les Associations unies des employés féminins du commerce (*Verbündete kaufmännische Vereine für weibliche Angestellte*)⁷³, il ressort que l'augmentation de la part des femmes disposant d'une instruction élémentaire au sein du secteur commercial était perçue comme « une conséquence de l'intrusion dans les emplois de bureau des filles du milieu ouvrier ». Ce qui, étant donné le code bourgeois des relations entre les classes sociales, alors dominant, ainsi que la peur très diffuse de la prolétarianisation, constituait un sérieux problème professionnel⁷⁴.

3. Création d'écoles commerciales pour les jeunes filles et les employées

Aux yeux des contemporains, l'un des problèmes centraux de la formation professionnelle commerciale résidait dans l'insuffisance de l'offre de formation, notamment féminine. Selon une étude statistique de la Fédération allemande pour l'enseignement commercial (*Deutscher Verband für das kaufmännische Unterrichtswesen*), entre 1898 et 1911, cette offre était passée de 45 à 189 écoles de commerce et d'écoles ou cours commerciaux de perfectionnement facultatifs et avait donc quadruplé. Mais il faut relativiser cette augmentation en la ramenant à l'effectif total des employées de commerce, qui totalisait plus

73 Fondée à Berlin en 1899, la Fédération des employés féminins du commerce (auparavant : Association d'entraide des employés féminins du commerce) comptait 32 753 membres en 1912 et les Associations unies des employés féminins du commerce en comptaient 18 415 à la même date. Aux côtés de ces deux grosses fédérations professionnelles suprarégionales féminines, existaient en sus du *DHV* (Fédération nationale-allemande des employés de commerce) d'autres organisations masculines acceptant cependant partiellement les femmes dans les rangs de leurs adhérents ; sur ce point, voir l'étude très détaillée de Ellen Lorentz, *Aufbruch oder Rückschritt? Arbeit, Alltag und Organisation weiblicher Angestellter in der Kaiserzeit und Weimarer Republik*, Bielefeld, Kleine, 1991, p. 111-163.

74 Erna Reiman, *Die Frau als kaufmännische Angestellte*, op. cit. p. 3 ; Brigitte Kerchner, *Beruf und Geschlecht. Frauenberufsverbände in Deutschland 1848-1908*, Göttingen, Vandenhoeck et Ruprecht, 1992, p. 137-150.

de 200 000 personnes⁷⁵. En comparaison, dès 1910, 799 écoles de perfectionnement commercial existaient déjà pour les garçons en apprentissage commercial⁷⁶. Pour l'essentiel, ce sont les écoles de commerce privées, souvent désignées par le terme de *Pressen* et qui poussaient alors telles des champignons, qui ont su tirer parti de cette situation en jouant du nombre insuffisant des établissements de formation professionnelle ou d'écoles de perfectionnement pour attirer dans leurs rangs un flux de jeunes filles désireuses de se former. Si le but premier de ces écoles privées était avant tout financier, elles répondaient néanmoins aux souhaits d'une scolarité plus courte exprimés par de nombreux parents et écolières en dispensant, dans une sorte de cursus accéléré, des connaissances commerciales de base en matière de dactylographie et de comptabilité simple. Dans l'étude qu'Erna Reimann a menée en 1915 sur *la femme comme employée de commerce dans le secteur commercial*, on peut ainsi lire que « grâce aux fameuses *Pressen*, les employées de bureau peuvent disposer de la formation de base nécessaire en un temps rapide et sans avoir fréquenté d'écoles de niveau moyen. De plus, étant donné que les coûts de la scolarité sont minimes, même les milieux inférieurs de la société ont désormais la possibilité d'offrir à leurs filles une formation au métier du bureau »⁷⁷. Selon les données des deux grandes fédérations d'employés féminins du commerce évoquées plus haut, plus de la moitié des femmes employées de bureau auraient ainsi reçu leur formation dans l'une de ces *Pressen*⁷⁸. Les enquêtes respectives que ces fédérations ont menées à partir de 1906 et 1909 parmi leurs adhérentes ont mis au jour que la durée de formation aux métiers du bureau était toujours calculée au plus court, en moyenne de trois à six mois de cours, les formations supérieures à un an représentant une exception⁷⁹. L'amélioration de la formation des employées constituait donc l'une des exigences majeures de la politique des fédérations professionnelles, dans la mesure où l'élévation du niveau des qualifications était considérée comme un moyen essentiel pour « rehausser le prestige de la profession »⁸⁰. En conséquence, l'Association

75 Lilly Hauf, *Die Entwicklung der Frauenberufe in den letzten drei Jahrzehnten, mit besonderer Berücksichtigung der beruflichen Entwicklung in Halle*. Halle, Puttkammer et Mühlbrecht, 1922, p. 36 et suiv.

76 *Die berufsbegleitenden kaufmännischen Schulen*, op. cit. p. 83.

77 Erna Reimann, *Die Frau als kaufmännische Angestellte im Handelsgewerbe*, op. cit., p. 24.

78 *Ibid.*, p. 42.

79 *Id.*

80 *Die Angestellten*, op. cit., p. 85.

d'entraide des employés féminins du commerce (par la suite : Fédération des employés féminins du commerce) fonda et finança à Berlin dès 1902 une école de commerce pour jeunes filles, une école commerciale de perfectionnement pour jeunes filles, ainsi qu'une école de dactylographie, qui mettaient à disposition pour un coût modéré, et encore réduit pour les adhérentes, une vaste offre de formation professionnelle initiale ou continue. Les jeunes filles scolarisées dans l'école commerciale, qui était également subventionnée par la municipalité de Berlin ainsi que par le patronat berlinois réuni dans la *Kaufmannschaft*, ne devaient ainsi déboursier trimestriellement pour les matières obligatoires (cours de commerce et formation au métier de bureau, allemand, calcul commercial, correspondance commerciale, géographie commerciale, comptabilité simple) que 15 marks et, pour les cours facultatifs (écriture et sténographie d'une part, français et anglais d'autre part) que 3 et 5 marks respectivement. Quant à l'école commerciale de perfectionnement qui, elle aussi, percevait des subventions et offrait des cours de préapprentissage professionnel (*berufsbegleitende Unterrichte*) pour femmes et jeunes filles déjà dans la vie active, elle ne facturait chaque unité d'enseignement/matière que 5 marks par trimestre, deux unités 8,50 et trois ou quatre 11, les cours de langue étant comptabilisés comme deux unités d'enseignement⁸¹.

Les cinq autres établissements de formation professionnelle aux métiers du commerce énumérés dans l'édition de 1902 du *Guide des établissements et institutions berlinoises de formation de jeunes filles et de femmes (Führer durch die Anstalten und Einrichtungen zur Ausbildung von Mädchen und Frauen in Berlin)* s'adressaient au contraire à un public qui, rapporté au niveau de formation préalable nécessaire et aux frais de scolarité, se situait plus haut sur l'échelle sociale et disposait de plus gros moyens financiers. Ainsi l'École commerciale de l'Association Lette (*Handelsschule des Lette-Vereins*), un établissement comparable à la *Gewerbeschule* de Hambourg, n'admettait dans ses deux classes que des écolières ayant au préalable réussi un examen d'entrée et, pour la classe supérieure, pouvant justifier d'un certificat du premier cycle d'un établissement secondaire, telles les *höhere Töchterschule*, et qui étaient en mesure de s'acquitter de frais de scolarité annuels s'élevant respectivement à 120 et 160 marks. De même, les écoles commerciales privées indiquées dans le *Guide*, comme l'Académie d'écriture et de commerce Strahlendorff (*Strahlendorff's*

81 Max Norden, *Führer durch die Anstalten und Einrichtungen zur Ausbildung von Mädchen und Frauen in Berlin*, Berlin, Carl Habel, p. 28-31 et 33.

Schreib- und Handelsakademie) ou l'Institut de langue et de commerce pour dames de M^{me} Elise Brewitz (*Sprach- und Handelsinstitut für Damen von Frau Elise Brewitz*), s'adressaient également aux filles de la bourgeoisie qui pouvaient s'acquitter de frais de scolarité de 20 à 25 marks mensuels (qu'il faut rapporter aux 15 à 23 marks trimestriels que réclamait l'école de commerce de l'Association d'entraide du commerce). La question de la formation professionnelle commerciale ne relevait ainsi pas uniquement seulement de facteurs de genre, mais également de facteurs sociaux. Pour les jeunes filles issues de l'école primaire, s'engager dans une formation commerciale représentait un moyen d'améliorer leurs opportunités professionnelles dans un secteur bien plus prestigieux que celui du travail manuel traditionnel et riche en perspectives d'ascension sociale. Les aspirations des milieux bourgeois visaient davantage à permettre aux femmes de la bourgeoisie d'accéder à un champ professionnel correspondant à leur rang et de contrecarrer la baisse de prestige social résultant de l'intrusion d'une main-d'œuvre moins qualifiée en mettant en avant la « question de l'éducation » et en développant des offres de formation scolaire préparant à un métier.

Dans la seconde moitié du XIX^e siècle, les jeunes filles disposant du seul niveau d'instruction primaire demeurent largement exclues du mouvement en cours visant à étendre, par la scolarisation et les cursus de formation professionnelle scolaire, l'éventail de la formation des femmes. En effet, la formation professionnelle scolaire s'adresse alors avant tout aux jeunes filles des milieux bourgeois, au sens large, notamment à celles qui disposent non seulement du niveau requis de formation scolaire préalable, mais également des moyens financiers permettant de s'acquitter de frais de scolarité importants. Sur le socle des établissements fondés par les associations de femmes qui, après la Première Guerre mondiale, seront souvent repris par l'État, se développe alors, parallèlement et comme alternative au système dual de formation professionnelle jusque-là réservé aux hommes (sans jamais toutefois sérieusement menacer sa prédominance), une formation scolaire professionnelle qui va permettre de promouvoir en Allemagne la mise en place et l'expansion d'un système différencié et largement ramifié d'écoles professionnelles (*Berufsfachschule*). À l'époque surtout conçue pour les jeunes filles, cette formation professionnelle

scolaire à temps plein, constitue, aujourd'hui encore, le système de formation professionnelle allemand.

En toile de fond de cette évolution, l'expansion économique et les transformations structurelles du monde du commerce à la fin du XIX^e siècle augmentent considérablement les possibilités pour les femmes de faire leur entrée au sein du système de formation jusqu'ici dominé par les hommes. Toutefois, et de façon encore plus exacerbée, les jeunes filles font l'expérience des mauvaises conditions de formation qui caractérisent alors l'apprentissage commercial. En règle générale, elles doivent ainsi se satisfaire d'une durée de formation bien plus brève que celle dévolue aux jeunes hommes. De plus, alors que pour ces derniers se met en place, dans les écoles commerciales de perfectionnement, un apprentissage pratique venant compléter l'enseignement dispensé en milieu scolaire, l'absence de telles institutions pour les jeunes filles fait qu'elles doivent renoncer à disposer d'un enseignement ou se rabattre, afin de pouvoir acquérir les bases théoriques nécessaires, sur des écoles privées qui dispensent tant bien que mal, dans des sortes de cours accélérés, les connaissances fondamentales aux métiers du commerce. Si la loi autorise par la suite la fondation d'écoles de perfectionnement pour les jeunes filles en apprentissage commercial, leur formation professionnelle est cependant encore rognée par un enseignement différencié selon le sexe. D'une telle évolution ressort que, si les femmes ont pu faire leur entrée dans le champ de la formation professionnelle duale, leur intégration dans ce système s'est accompagnée de nombreuses entraves.

Dans le cadre de cette évolution, il convient néanmoins de noter que, malgré l'augmentation du nombre de jeunes filles disposant d'une instruction élémentaire et s'engageant dans une formation professionnelle commerciale, le nombre de celles pour lesquelles l'instruction se termine avant la fin de la scolarité élémentaire est encore important au début du XX^e siècle. Ainsi, en 1911 à Hambourg, parmi les 7 033 écolières quittant l'école primaire, près d'un tiers (32 %) désirent rester chez leurs parents ou apprendre à tenir un foyer (4 %). Si l'on prend aussi en considération celles qui aspirent à servir comme domestique (35 %), ce sont près des trois quarts des filles quittant l'enseignement primaire qui se destinent aux « métiers domestiques »⁸². Par comparaison, un spectre de profession bien plus large s'offre aux 7 130 garçons sortant de l'école pri-

82 Christine Mayer, « How the Past Shapes the Present: A Case Study on the Development of Vocational Training and Employment Possibilities of the Male and Female Youth in Hamburg from the late 18th to the early 20th Century », in Philipp Gonon, Katrin Kraus, Stefanie Stolz, Jürgen Oelkers (dir.), *Work, Education and Employability*, Francfort/M., Peter Lang, 2008, p. 308-310.

maire. Ils peuvent choisir entre 156 métiers différents. Néanmoins, la plupart se dirigent vers un apprentissage artisanal (34 %) ou commercial (32 %). En regard, seules 10 % des écolières optent pour une formation commerciale⁸³. Au début du XX^e siècle, la perspective d'une formation professionnelle est donc loin d'être évidente pour les jeunes filles sortant de l'école primaire.

Telle qu'elle se dégage de l'écheveau de l'histoire d'une formation professionnelle polarisée par les stéréotypes de genre, et telle qu'elle ressort également du cas de la formation professionnelle commerciale, la confrontation des points de vue de classe et de genre montre que, dès l'origine, les problèmes de ségrégation au sein de la formation professionnelle ne renvoient pas exclusivement à une opposition de genre, mais s'avèrent éminemment liés, derrière la toile de fond des aspirations et des intérêts divers de la société, à des mécanismes de ségrégation de classe et de milieu social.

Christine MAYER

Université de Hambourg

christine.mayer@uni-hamburg.de

(Traduit de l'allemand par Thierry Jacob)

83 *Ibid.*, p. 309-312.